
Le 04-04-2017

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Par le Parti de la démondialisation (Pardem).

Le 4 avril 2017.

Le Parti de la démondialisation soutient la grève générale de nos concitoyens de Guyane et dénonce l'attitude irresponsable du gouvernement. En 2015, selon l'INSEE, le taux de chômage en Guyane était de 21,9%, et celui des jeunes de moins de 25 ans de 46,7%. Le coût de la vie est supérieur de 19,6% à celui de la métropole. On peut ajouter un taux de pauvreté très nettement supérieur à celui de la métropole, comme les dépenses de santé par habitant, et aussi la mortalité infantile...

« *Nou bon ké sa !* » (« *on en a marre !* ») crient les Guyanais. Et on les comprend. Tout est à refaire suite à l'incurie des différents gouvernements qui se sont succédés ces dernières décennies. Il faut reconstruire la sécurité et la justice pour que chacun vive paisiblement, la pêche, les transports, le bâtiment, les travaux publics, le tourisme, les mines, le développement de l'agriculture, l'énergie, la petite industrie, le contrôle des frontières, la situation des communautés amérindiennes et bushinengués, le foncier, l'éducation routière, l'école, le logement...

C'est un plan de développement de la Guyane dans la République qui est nécessaire, comme celui que le Pardem a rendu public à La Réunion dans le cadre des élections. Il faut abandonner les règles absurdes de l'Union européenne qui s'appliquent à la Guyane et qui empêchent ce département de contrôler ses frontières, d'assurer sa souveraineté alimentaire, de protéger son économie.

Pour accéder au plan de développement de La Réunion proposé par le Pardem,

cliquez ci-dessous :

<http://www.pardem.org/programme/651-programme-du-parti-de-la-demondialisation-pour-l-ile-de-la-reunion>

La ministre des Outre-Mer, Madame Ericka Bareigts, devrait être limogée. Comment ose-t-elle parler du « *peuple guyanais* » ? Comment se fait-il que les esprits se soient aplatis au point de laisser cette énormité sans réponses ? La Guyane est un département français, il n'y a pas de peuple guyanais. Il n'y a qu'un seul peuple français. C'est l'article premier de la Constitution qui nous le dit : « *la France est une République indivisible* ». Oui, le peuple français ne se caractérise par aucune distinction d'origine, de race ou de religion. L'indivisibilité du peuple français – le contraire du communautarisme - est une idée de philosophie politique fondatrice, constitutive de ce qu'est la France et son identité. L'indivisibilité du peuple est ce qui permet sa souveraineté. C'est une affaire très sérieuse. Considérer qu'il existe un « *peuple guyanais* », comme le fait stupidement cette ministre, c'est rejeter les Guyanais hors de France, c'est les considérer comme des indigènes, c'est renvoyer à l'époque coloniale, c'est dénier à nos compatriotes leur qualité de citoyens à part entière qui ont droit à l'égalité. Dire qu'il existe un « *peuple guyanais* » c'est organiser l'inégalité, la justifier, la pérenniser.

Le plan d'aide de 2,5 milliards d'euros formulée par le collectif portant le mouvement social, le collectif Pou Lagwiyanne dékolé (Pour que la Guyane décole) est parfaitement justifié. La réponse du Premier ministre Bernard Cazeneuve, de n'accorder que 1,085 milliard d'euros ne correspond pas aux besoins de la population.

Une lettre d'une militante guyanaise du Pardem

« Quelques éclaircissements sur ce qui se passe actuellement en Guyane département français qui est "un pays du tiers monde" ! Ce qui frappe, au sortir de l'aéroport, outre la végétation luxuriante et les arbres immenses, ce sont des routes et des rues dans un état pitoyable avec nombre de nids de poules, quelquefois d'autruches, et beaucoup de ralentisseurs et autres dos d'ânes qui nécessitent un gros effort d'attention du conducteur et secouent les passagers.

En arrivant à la capitale, Cayenne, quelle déception ! Routes tout aussi abîmées, et trottoirs défoncés ne nous laissent guère le loisir de lever le nez vers les friches, ruines, squats au cœur même du

centre-ville. Ici et là quelques belles demeures coloniales restaurées... Le port et son quartier à l'abandon, des bidonvilles, des petits commerces qui ferment dès 18 heures par peur des cambriolages et autres incivilités et très peu de monde dans les rues à la tombée de la nuit.

Pour me rendre à collège REP+, comme tous les établissements scolaires de Guyane (si le titre y est, ainsi que la rémunération des professeurs, les moyens, eux n'y sont pas pour les élèves : classes nombreuses, manque de surveillants, chaleur dans les classes non climatisées...) en évitant les embouteillages du grand axe, je passais par "la piste Tarzan", zone de bidonvilles des faubourgs de Cayenne, envahie de débris et de carcasses rouillées et de ses petits enfants jouant dans des cloaques.

Un certain nombre d'habitants de communes isolées n'ont ni eau courante, ni électricité. Ces communes ne sont accessibles que par bateau, en remontant les fleuves, ou en avion. Elles ne sont pas tranquilles pour autant car des collègues enseignants (l'école arrive quand même jusque-là, mais dans des locaux qui sont dans un triste état) se font agresser pour être volés.

Le drame de la Guyane est aussi la surpopulation : officiellement 250 000 habitants mais en réalité au moins le double, avec une immigration clandestine venant et du Brésil et du Surinam, une immigration plus ou moins légale venant d'Haïti, sans que les infrastructures soient adaptées.

De cette surpopulation découlent tous les problèmes de l'hôpital de Guyane, surchargé et vétuste, meurtrier car cinq nouveaux nés y sont morts en 2016 de maladies nosocomiales. Le pompon revient à la mort d'un homme mordu par un serpent et conduit immédiatement à l'hôpital où il n'a pu être soigné car l'établissement ne possédait pas d'anti-venin...

Manque de médecins, de dentistes, de spécialistes... en cas de maladie les gens, qui en ont les moyens, vont se faire soigner en métropole ou se font transférer à l'hôpital de Fort de France.

Corollaire de la surpopulation, la délinquance et les boucs émissaires tout trouvés que sont les étrangers. Il faut dire qu'ici, on vient cambrioler les gens alors qu'ils sont chez eux et qu'on n'hésite pas à les tuer pour un butin dérisoire !

Le collectif des "500 frères contre la délinquance", les "cagoulés" que vous voyez à la télé s'est constitué à la suite du meurtre d'un homme, pour lui voler sa chaîne en or, qui attendait son linge dans une laverie. Le 36ème meurtre de l'année.

Les femmes ne portent plus que des bijoux fantaisie et une collègue s'est faite agresser devant le collègue l'année dernière pour lui voler la fine chaînette d'or qu'elle portait autour du cou. Ce phénomène est relativement nouveau pour les Guyanais (une dizaine d'années) et oblige les gens à vivre en permanence derrière des grilles.

Au chapitre de la délinquance il faut ajouter l'orpaillage illégal ("orpillage" comme on dit ici) qui détruit et pollue la forêt amazonienne, rend insalubre l'environnement des Amérindiens, et provoque un taux de suicide des jeunes amérindiens affolant. À ce propos, je me dois d'ajouter que l'État français, grand défenseur de l'environnement comme chacun sait, est prêt à accorder une concession d'orpaillage légal à une multinationale brésilo-canadienne, mais seuls les écologistes du coin semblent protester... Les populations y voient une possibilité d'embauche.

Je ne reviens pas sur ce que vous avez sans doute appris par les médias : taux de chômage, indice de pauvreté, jeunes déscolarisés...

Lorsque nous sommes allés passer nos vacances en Guadeloupe, à Noël, en Martinique, en février, nous avons découvert des départements français, propres et développés, le contraste avec la Guyane est saisissant. Alors oui, nous avons senti que les Guyanais étaient vraiment laissés pour compte, sans doute ont-ils été trop discrets par le passé. Aujourd'hui ils se révoltent contre une situation injuste.

Cela a commencé par un différend avec le Centre spatial de Kourou, vitrine de la technologie française et européenne, qui a prévu d'étendre son domaine. Pour ce faire, il a décidé d'utiliser les services d'une multinationale, Eiffage, qui fait venir de métropole deux camions toupies à béton au détriment des entreprises locales, qui possèdent ce matériel sur place, et qui ont décidé de bloquer le port en signe de protestation. Un collectif composé d'agents d'EDF Guyane, de transporteurs indépendants, du maire de Kourou, de la population locale et des "500 frères" a décidé de bloquer le CSG par un barrage, empêchant le lancement de la fusée Ariane.

Et le reste a suivi, le ras-le-bol de toute la population, jeunes et vieux, patrons et employés, populations autochtones et "importées", public et privé, tous se sont constitués en collectifs et ont bloqué l'ensemble du pays, dans une unité que je n'avais encore jamais vue. Les élus ont pris le train en marche, soutiennent le mouvement, mais ne sont pas reconnus comme les représentants durant les "négociations". Plus que de la méfiance, il me semble que les gens leur font "payer" leur incapacité à faire changer les choses, depuis des décennies.

Tout cela sans violence. Pour l'instant aucune exaction n'est à déplorer, chacun ayant sans doute le sentiment qu'une chance historique d'obtenir le changement dont le pays a besoin ne doit pas être

gâchée. J'espère quant à moi que cette "belle alliance populaire" (me permettez-vous cette référence ?) tiendra jusqu'au bout et ne sera pas récupérée à des fins partisans.

Amitiés

Patricia »

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire